

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

### **Arrêté portant nomination à la commission de contrôle des films cinématographiques**

Par arrêté du ministre délégué à la culture en date du 25 juin 1984, est nommé membre de la commission de contrôle des films cinématographiques pour la durée prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 18 janvier 1961 modifié, au titre de membre choisi parmi les représentants de la profession cinématographique :

*Membre suppléant (2<sup>e</sup>)*

M. Duchesne (Louis), en remplacement de Mme Dimitri (Michèle).

### **Arrêtés portant inscription à des tableaux d'avancement (musées de France)**

Par arrêté du ministre délégué à la culture en date du 30 mai 1984, est inscrit au tableau d'avancement pour l'accès au grade d'inspecteur général des musées, au titre de l'année 1984, M. Elisseff (Vadime).

Par arrêté du ministre délégué à la culture en date du 30 mai 1984, sont inscrits au tableau d'avancement pour l'accès à la classe exceptionnelle du grade de conservateur en chef de musée, au titre de l'année 1984, M. Poinssot (Claude), Mlle Martin-Mery (Gilberte) et M. Chapu (Philippe).

Par arrêté du ministre délégué à la culture en date du 30 mai 1984, est inscrite au tableau d'avancement pour l'accès à la classe exceptionnelle du grade de conservateur de musée de 1<sup>re</sup> classe, au titre de l'année 1984, Mlle Amanieux (Françoise).

Par arrêté du ministre délégué à la culture en date du 30 mai 1984, est inscrite au tableau d'avancement pour l'accès au grade de conservateur de musée de 1<sup>re</sup> classe, au titre de l'année 1984, Mlle Bergeron (Ségolène).

## MINISTÈRE DU TEMPS LIBRE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

### **Arrêté du 20 juin 1984 portant création du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1<sup>er</sup> degré pour l'encadrement des activités physiques et sportives des personnes handicapées mentales**

Le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu la loi n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Il est créé le premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif pour l'encadrement des activités physiques et sportives des personnes handicapées mentales.

Son obtention confère le droit de porter le titre d'éducateur sportif pour les activités physiques et sportives auprès des personnes handicapées mentales.

Art. 2. - Le premier degré de ce diplôme confère à son titulaire le droit d'animer et d'enseigner les activités physiques et sportives auprès des personnes handicapées mentales.

Toutefois, son activité ne peut s'exercer que dans des structures accueillant de façon régulière les personnes handicapées mentales. Il confère le droit, en outre, de préparer ces personnes à des rencontres sportives.

Art. 3. - Pour accéder à la formation, le candidat doit justifier d'une expérience pratique continue pendant un an dans un établissement ou une association sportive agréée par le ministère chargé des sports, accueillant de façon régulière des handicapés mentaux, et avoir suivi un stage de préformation.

Art. 4. - Le stage de préformation, d'une durée de quatre-vingts heures, est organisé à l'échelon régional et placé sous l'autorité des services de la jeunesse et des sports. La préformation est sanctionnée par un examen à l'issue duquel est délivré un livret de formation ouvrant accès à la formation.

Les candidats au stage de préformation doivent être âgés de seize ans au moins à la date de début du stage.

Art. 5. - La formation comprend, outre la formation commune des brevets d'Etat d'éducateur sportif :

- un stage en situation étalé sur six mois ;
- cinq unités de formation de quarante heures chacune ;
- un stage final de quatre-vingts heures.

La durée de la formation est de quatre ans maximum après la délivrance du livret de formation.

Art. 6. - Le stage en situation s'effectue avant le stage final, à tout moment de la formation pendant une période de six mois minimum. Ce stage comprend au moins une demi-journée par semaine d'animation directe, de séances d'activités physiques et sportives dans le cadre d'établissements ou d'associations sportives agréées par le ministère chargé des sports, accueillant de façon régu-

lière des handicapés mentaux. Le candidat au cours du stage est placé sous l'autorité d'un conseiller pédagogique agréé par les services de la jeunesse et des sports.

A l'issue du stage en situation, le conseiller pédagogique établit un rapport sur les capacités du candidat à l'animation et à l'enseignement des activités physiques et sportives auprès des personnes handicapées mentales.

Art. 7. - Le stage de formation préparé à l'échelon régional dans le cadre des sessions organisées ou agréées par les services du ministère chargé des sports comprend cinq unités de formation. Le candidat devra suivre ces unités avant d'effectuer le stage final. Ces unités traiteront des activités physiques et sportives allant des activités spontanées aux activités codifiées, dans les domaines suivants :

- 1° Les jeux et sports collectifs ;
- 2° Les activités aquatiques ;
- 3° Les activités physiques athlétiques, (ou) d'opposition ;
- 4° Les activités physiques expressives, (ou) gymniques adaptées ;
- 5° Les activités physiques de plein air.

Art. 8. - Un stage final d'une durée de quatre-vingts heures conclut la formation. Il est organisé à l'échelon national par le ministère chargé des sports.

A l'issue de ce stage, un examen sanctionne la totalité de la formation.

La réussite à cet examen conditionne la délivrance du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1<sup>er</sup> degré pour l'encadrement des activités physiques et sportives des personnes handicapées mentales.

Art. 9. - Le contenu du stage de formation, les différentes parties composant la formation ainsi que les modalités de leurs réalisations sont déterminées par arrêtés complémentaires.

Art. 10. - Les personnes qui, à la date de parution du présent arrêté, sont titulaires du diplôme fédéral délivré par la Fédération française du sport adapté sont dispensées du stage de préformation, de la formation et du stage en situation du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1<sup>er</sup> degré pour l'encadrement des activités physiques et sportives.

Toutefois, ces personnes doivent obtenir la formation commune du brevet d'Etat d'éducateur sportif à trois degrés et suivre le stage final du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1<sup>er</sup> degré pour l'encadrement des activités physiques et sportives des personnes handicapées mentales.

A l'issue de ce stage, un examen sanctionne la totalité de la formation.

Les personnes titulaires du diplôme fédéral d'aide-animateur ne bénéficient pas de ces dispositions.

Art. 11. - La définition des programmes de formation et les modalités pratiques d'obtention de ce brevet d'Etat sont fixées en annexe au présent arrêté.

Art. 12. - Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1984.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des sports,  
J. GROSPILLET